Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/le-Mali-est-un-et-indivisible-Le,1358

Rencontres internationalistes 2012

le Mali est un et indivisible. Le Mali est laïc...

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2012 -

Date de mise en ligne : mercredi 11 septembre 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Il est essentiel d'avoir des repères. On se pose plein de questions. Et on perd même le moral parce qu'on ne sait plus où on va. Réaffirmer avec force la solidarité internationaliste comme le font les camarades de Vénissieux, à mon avis c'est à saluer et à encourager. Mon ami et camarade a dit que je suis le secrétaire général de l'union malienne du rassemblement démocratique africain. Pour ceux qui ne le savent pas, le rassemblement démocratique africain était un parti qui a été créé en 1945 pour lutter contre le colonialisme et le parti était représenté dans plusieurs pays africains et chaque pays représentait une section. Nous, on était une section du grand rassemblement démocratique africain. Et mon parti qui a lutté contre le colonialisme, qui a mené le pays à l'indépendance, a dirigé le pays de 1960 à 1968 en essayant d'installer un régime socialiste. Un gouvernement socialiste, c'est ce que nous avons tenté pendant 8 ans de réaliser dans notre pays. Mais les actes que nous avons posés ne plaisaient pas à l'ancienne puissance coloniale qu'était la France. D'où le coup d'état du 19 novembre 1968 qui a renversé le président Mobido Keita. Ce matin beaucoup d'intervenants ont parlé sur les questions économiques, que l'indépendance économique passe d'abord par une indépendance monétaire et le Mali a tenté l'expérience sous la présidence de Mobido Keita en frappant sa propre monnaie, le franc malien. Mais dès le coup d'état, le franc malien a disparu.

Je voudrais rappeler aussi aux camarades qui le savent pas, que je suis un des vôtres parce que j'ai 20 ans de passé militant au PCF où j'ai eu a assumer des responsabilités de la section à la fédération jusqu'au comité central en tant que collaborateur. Je suis rentré définitivement au pays en 1992 en étant journaliste à l'Humanité. Donc, c'est pour moi un grand plaisir, à double titre de me trouver parmi vous aujourd'hui et je vous en remercie.

Les débats que nous avons eu depuis ce matin, je le dis, je le redis, ça crée un enthousiasme chez moi parce qu'on avait l'impression que le débat idéologique était complètement délaissé simplement à nos adversaires. Le grand capital, l'impérialisme, celui qui aujourd'hui mène le débat idéologique. Y compris sur des questions qu'un camarade a développé tout à l'heure, les questions de droits de l'homme. Ils se saisissent de ça et nous semblons parfois hésitants, donc aux camarades de Vénissieux encore merci et félicitations pour ces initiatives.

Le Mali, le Mali c'est mon pays qui, le 29 septembre dernier a, je ne dis pas fêté, vous vous doutez pourquoi, a eu ses 52 années d'indépendance. Et nous vivons une situation aujourd'hui, qui ne s'était jamais produite dans notre pays depuis 52 ans. Et ça, il faut le comprendre, le 52ème anniversaire de l'indépendance s'est passé dans la tristesse. Dans une situation que nous, nous considérons comme humiliante pour notre pays. Dans une situation que nous considérons comme un défi. Il faut le savoir, le Mali est un pays stratégique. Beaucoup ne le savent pas. Depuis le temps colonial, le colonialisme français a cherché à créer, Francis doit le savoir, au Nord du Mali, avec des pays comme l'Algérie, la Mauritanie et le Niger, les pays du Sahara, l'organisation, je ne sais pas si ça vous dit quelque chose, m'organisation des états réunis du Sahara. C'était un objectif du colonialisme français à l'époque. Il ne l'ont pas réussi. Mais aujourd'hui on a une situation qui est créée depuis le 17 janvier 2012 qui met notre pays dans une situation dramatique. Aujourd'hui notre pays vit 4 crises majeures.

Les 2 premières crises, on est en train de trouver une solution. La 1ère c'est la crise alimentaire. Conséquence de la mauvaise pluviométrie de l'année dernière où les paysans n'ont rien récolté. Il a fallu une initiative des partenaires techniques et financiers ainsi que le gouvernement pour qu'il n'y ait pas famine en 2012 au Mali, dans la distribution gratuite de céréales. Au moment où on vivait cette crise, il y a une crise sécuritaire qui est venue s'ajouter à ça le 17 janvier 2012. D'abord par une rébellion armée, ensuite par l'occupation des deux tiers de notre territoire par des islamistes.

La 3ème crise, c'est la crise politique. Avec le coup d'état militaire du 22 mars 2012.

Et aujourd'hui, c'est la 4ème crise que je veux vous citer, c'est la crise économique sans précédent. Tous les partenaires techniques et financiers du Mali bilatéraux et multilatéraux ont suspendu toute coopération avec le Mali à cause du coup d'état militaire. Aujourd'hui les entreprises sont en train de fermer, les hôtels sont en train de fermer,

Copyright © Le Vénissian

plus aucun touriste ne vient au Mali. Les entreprises sont en train de fermer, ça touche y compris ce qu'on appelle la coopération décentralisée qui était très développée dans notre pays où il y avait des relation entre les collectivités françaises et les collectivités maliennes. Même cette coopération est aujourd'hui atteinte par la situation que nous connaissons. Mais la crise qui aujourd'hui tient en alerte tout le peuple malien, c'est la crise du Nord. Avec l'occupation des 2 tiers de notre territoire par les islamistes venus d'un peu partout, de l'Algérie, du Nigeria, de Mauritanie, du Niger et même du Pakistan. On a repéré parmi les djiadistes qui occupent le Nord du Mali des Pakistanais. Aujourd'hui, notre pays seul ne peut pas faire face à cette situation.

Et c'est pourquoi nous avons lancé un appel aux Nations unies, à la communauté internationale pour nous aider à régler définitivement cette situation que nous vivons comme une humiliation. En 52 années le Mali n'a jamais connu une telle situation. L'occupation des 2 tiers du territoire national.

Et il faut le dire, on a parlé beaucoup de l'Iraq, on a parlé de Syrie, on a parlé du Qatar, de l'Arabie Saoudite mais il faut savoir qu'aujourd'hui, les rebelles, les djiadistes qui sont basés chez nous, sont financés et armés par le Qatar et l'Arabie Saoudite. La conséquence, et c'est par là que je vais en finir, que les camarades Français doivent savoir, cette situation est aussi la conséquence de la politique de la France de Sarkozy. D'abord parce qu'ils ont fait la guerre en Libye. Le Mali paie les effets collatéraux de la guerre menée par l'Otan en Libye. Mais Sarkozy a tout fait pour que le président malien appuie cette initiative. Le président ATT a toujours refusé de cautionner l'intervention française en Libye. Et ça, Sarkozy ne l'a pas oublié. Ensuite, le Mali est le seul pays africain qui a refusé de signer avec le gouvernement français ce qu'on appelle les accord de réadmission. Ces accords qui prévoyaient le renvoi systématique des Maliens vers leur pays d'origine. Le Mali a refusé de signer cet accord. Et ça aussi Sarkozy ne l'a pas oublié. Le Mali est le seul à refuser cet accord. Ensuite, ceux qui ont déclenché les 1ères hostilités, qu'on appelle le mouvement de libération de l'Azawad, ils ont été formés ici. Ils ont été reçu au quai d'Orsay. Ils ont été reçu a Bruxelles. Alain Juppé est allé jusqu'à demander au gouvernement malien à l'époque de négocier avec ce mouvement qui demandait la partition du pays. On a dit pas question, le Mali est un et indivisible. Avec les islamistes, nous disons, le Mali est un état républicain et laïc. Nous ne négocierons jamais la laïcité de notre pays avec qui que ce soit. Nous ne négocierons jamais l'unité de notre territoire avec qui que ce soit. Et j'ai même fait un article quand j'ai répondu à cette injonction de Juppé à l'époque que le Mali négocie avec le MNLA. Donc aujourd'hui, on est dans cette situation.

Chers camarades, le Mali a 2 préoccupation majeures : 1 - Libérer le Nord. 2 - Organiser des élections libres et démocratiques.

Les Américains sont en train de nous pousser, parce que les élections c'est une question capitale pour eux aussi. Les Américains sont en train de pousser à la roue en disant « organisez les élections au Sud et le nouveau président qui sera élu s'occupera du Nord. » Accepter une telle proposition c'est accepter la partition de fait de notre pays. Nous avons répondu qu'il n'en était pas question. Ensuite pour la libération du Nord du Mali, je l'ai dit, je le répète, dans la situation actuelle, le Mali seul ne peut pas faire face et nous avons fait appel à la communauté internationale. Beaucoup de camarades s'interrogent : est-ce que c'est une bonne chose, est-ce que c'est pas une bonne chose ? Moi je dis, le Mali, en ayant réalisé la réalité concrète de notre pays a été obligé de faire appel à la communauté internationale.

Copyright © Le Vénissian